

*Questions orales*

● (1422)

Pour le moment, quels que soient les nouveaux projets d'ordre militaire à long terme, il va de soi que le Canada jouera son rôle tout comme chacun des membres de l'OTAN est censé le faire.

## LA POLITIQUE À L'ÉGARD DES ARMES NUCLÉAIRES AU CANADA

**M. Allan B. McKinnon (Victoria):** Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse également au vice-premier ministre et président du Conseil privé, et a trait au discours que le premier ministre a prononcé devant l'organisation des Nations Unies à New York. Ce dernier a donné l'impression, du moins auprès de l'agence UPI, que le Canada était en ce moment en plein programme de désarmement nucléaire.

Le ministre pourrait-il corriger cette fausse impression donnée par le premier ministre et confirmer qu'aucun des missiles nucléaires se trouvant au Canada ne sortira du pays avant cinq ans et qu'il faudra au moins trois ans pour achever le programme?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur l'Orateur, je crois que la position du Canada en matière nucléaire est très claire. Nous ne fabriquons pas d'armes nucléaires. En ce qui concerne notre participation en Europe, nous n'y avons pas d'armes nucléaires. L'appareil Voodoo est actuellement pourvu d'armes nucléaires.

Mon honorable ami le sait, nous avons l'intention de nous retirer de ce domaine avec l'acquisition d'un nouvel appareil qui ne sera pas pourvu d'armes nucléaires de quelque genre que ce soit. Il n'y a là aucune ambiguïté. Le premier ministre a en fait exposé une situation qui était assez bien connue et que je suis heureux d'avoir maintenant fait connaître bien clairement.

**M. McKinnon:** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. A New York, le premier ministre n'a pas tari d'éloges sur le président Carter qui a reporté à plus tard la production de la bombe à neutrons. Ce matin, le chef de l'état-major de la défense du Canada a déclaré qu'il préconisait l'usage de la bombe à neutrons, déclarant qu'elle était moins sinistre que les autres options et qu'en outre elle hausserait le seuil nucléaire c'est-à-dire qu'elle rendrait la guerre atomique moins probable. Comme son avis diffère nettement de celui du premier ministre, le vice-premier ministre pourrait-il dissiper l'équivoque?

**M. MacEachen:** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas analysé le témoignage du chef de l'état-major devant le comité. On m'a dit, cependant, que les rapports publiés par la presse sur sa déclaration ne traduisent pas fidèlement ce qu'il a dit devant le comité. Mise à part sa déclaration, je puis répéter ce que j'ai dit au début de la semaine, soit que le Canada appuie la décision des États-Unis de remettre à plus tard la production d'une arme nucléaire spéciale pour usage sur les champs de bataille.

[M. MacEachen.]

A mon avis, la décision du président des États-Unis est la bonne, et le gouvernement du Canada y souscrit. Espérons que l'Union soviétique, dont le chef de l'opposition a parlé tantôt, fera preuve d'une modération comparable dans le déploiement de ses propres forces et de leur niveau d'efficacité. En l'occurrence, la décision du président des États-Unis a clairement mis l'Union soviétique sur la défensive.

**M. McKinnon:** Monsieur l'Orateur, peut-être pourrais-je poser une question très simple qui a déjà été posée à la Chambre. Le vice-premier ministre pourrait-il me dire si le Canada est pour ou contre l'usage et l'entreposage de la bombe à neutrons?

**M. MacEachen:** Monsieur l'Orateur, l'énoncé de politique qu'a fait vendredi dernier le premier ministre constitue la politique du gouvernement du Canada.

\* \* \*

## L'INDUSTRIE

LE PACTE CANADO-AMÉRICAIN DE L'AUTOMOBILE—  
L'INVESTISSEMENT AU CANADA POUR COMPENSER LA PERTE  
D'EMPLOIS

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que le nombre d'emplois permanents que perd le Canada parce que nous n'obtenons pas la part d'investissements qui nous revient dans le cadre du Pacte de l'automobile se situe aux environs de 20,000, soit assez pour faire vivre une localité de 60,000 habitants, et étant donné que l'ambassadeur du Canada aux États-Unis fait maintenant cause commune avec les critiques du gouvernement en signalant que notre déficit au chapitre des pièces automobiles «dépasse de loin notre surplus» de voitures automobiles, le ministre pourrait-il nous dire enfin s'il a réussi à obtenir des sociétés automobiles la promesse d'investissements, de façon à remédier à cette situation déplorable?

● (1427)

**L'hon. Jack H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, je commencerai en disant que je ne suis absolument pas d'accord avec ce qu'a affirmé le député au début de sa question. Nous ne perdons pas 20,000 emplois. J'ai répété je ne sais combien de fois que nous avons un déficit de 5,000 emplois, probablement, pour l'ensemble du secteur automobile relevant de l'accord automobile.

Nous négocions avec les trois grands constructeurs, et j'espère pouvoir annoncer dans le courant de juin une décision de l'un d'entre eux, sinon des trois, au sujet de leurs investissements au Canada.

**M. Broadbent:** Monsieur l'Orateur, le ministre est en désaccord non seulement avec la Canadian Automobile Parts Association, organisme d'entreprises, avec les Travailleurs Unis de l'Automobile, syndicat, avec le gouvernement de la province de l'Ontario, gouvernement conservateur, mais aussi avec l'ambassadeur du Canada à Washington. Je ne sais pas qui l'appuie de l'autre côté de la Chambre...